



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Athletes United for Peace, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

16-22187 (F) 120117 120117



Merci de recycler 



Déclaration

De nouvelles possibilités économiques pour les femmes les plus vulnérables des États-Unis d'Amérique

Changer notre approche du travail augmenterait les possibilités économiques offertes aux femmes dans les zones urbaines défavorisées des États-Unis d'Amérique. Les femmes noires de différents statuts économiques sont confrontées à la discrimination, notamment au racisme et au sexisme qui constituent un obstacle à leur développement économique. Cette situation les affecte dans le monde du travail et dans bien d'autres domaines. Historiquement, les femmes noires ont toujours apportés des revenus supplémentaires à leur famille par le biais de n'importe quelles compétences qu'elles pouvaient exploiter.

Aujourd'hui, avec l'expansion des économies de partage et des économies collaboratives, le concept de travail, qui ne désignait que le fait de trouver un emploi ou d'avoir une carrière, a changé pour inclure également la réalisation réussie des projets et des tâches.

Cette nouvelle donne offre la possibilité de doter les personnes des compétences et du savoir nécessaires pour leur permettre de gagner de l'argent sans employeur formel, mais plutôt en utilisant les infrastructures et technologies du pays et en répondant aux exigences du marché mondial. Elle offre également une autre option pour résoudre le problème de la pauvreté.

Au niveau national, étatique et local, il est essentiel que les États-Unis veillent à ce que la législation fiscale et la loi sur le travail servent à protéger tous les travailleurs contre la discrimination, y compris les entrepreneurs, qui représentent une partie de cette nouvelle façon de travailler. Il est nécessaire que les programmes d'assurance maladie, de congé pour motif familial, de soins rémunérés et d'autres options soient offerts aux travailleurs qui choisissent cette voie.

La radio publique nationale a diffusé des émissions illustrant comment l'économie collaborative atténue la volatilité des revenus (« How Gig Economy Workers Make A Living »). Alimenté par la technologie, le changement dans notre façon de travailler offre aux personnes la possibilité d'utiliser leurs compétences, leurs véhicules, leurs appartements et autres actifs pour générer des revenus flexibles à temps plein ou à temps partiel.

Les États membres peuvent favoriser l'élaboration de programmes pour permettre aux femmes d'équilibrer les exigences concurrentes de leur travail et de leur vie et pour protéger les travailleurs contre les mauvais traitements et l'exploitation.